



Compte rendu de la session d'hiver 2014

Le Parlement revient sur la question de la relève

Le Conseil fédéral a présenté au printemps 2014 diverses mesures dans son rapport sur l'encouragement de la relève scientifique en Suisse. Les parlementaires reviennent à présent sur le sujet: durant la session d'hiver, le Conseil des Etats a accepté un postulat chargeant le Conseil fédéral de tenir les promesses faites dans le cadre du message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pour les années 2017 à 2020. Nous sommes donc sur la bonne voie.

Je vous souhaite une bonne lecture et de joyeuses fêtes.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT





Rejet définitif de l'harmonisation matérielle des bourses d'études

Durant la session d'hiver 2014, le Parlement a adopté le contre-projet indirect à l'initiative sur les bourses d'études lancée par l'Union des étudiantes et étudiants de Suisse (UNES), sous la forme d'une révision de loi fédérale sur les contributions à la formation (**13.058**). Le Conseil national a échoué à imposer ses vues en matière d'harmonisation matérielle des bourses cantonales: par 83 voix contre 80 et 6 abstentions, les représentants du peuple ont maintenu leur position et voulu ancrer les directives cantonales relatives au montant des subsides dans la loi fédérale, mais le Conseil des Etats s'est à nouveau clairement opposé à ce projet par 29 voix contre 11 et 1

abstention. Une conférence de conciliation réunissant des représentants des deux Chambres a dû trancher. Par 14 voix contre 12, la décision est finalement tombée en faveur de la version du Conseil des Etats et donc contre une harmonisation matérielle.

Les efforts d'harmonisation dans le cadre de la révision de la loi sur les contributions à la formation se limitent ainsi à des conditions formelles. Si les cantons veulent à l'avenir bénéficier du soutien de la Confédération pour leurs bourses d'études, ils devront respecter certaines formalités fixées dans le concordat intercantonal sur les bourses d'études. Ils sont toutefois libres de fixer le montant de la contribution.

L'UNES est insatisfaite du contre-projet indirect et maintient son initiative, qui devrait être soumise au peuple en 2015.

-  **Procès-verbal du Conseil national du 1er décembre 2014**
 -  **Procès-verbal du Conseil des Etats du 4 décembre 2014**
 -  **Procès-verbal du Conseil national du 10 décembre 2014**
 -  **Procès-verbal du Conseil des Etats du 11 décembre 2014**
-

Relève scientifique: le Conseil des Etats demande plus de mesures

Le Conseil des Etats demande au Conseil fédéral d'accorder des moyens substantiels pour financer l'encouragement de la relève scientifique dans les hautes écoles suisses. Il a accepté tacitement le postulat correspondant (**14.4006**) de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-E). Le Conseil fédéral est invité à mettre en œuvre les recommandations du rapport sur la relève publié au printemps 2014 et ceci dans le cadre du message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pour les années 2017 à 2020.

Plus particulièrement, les conseillères et conseillers aux Etats souhaitent que le Conseil fédéral prenne des mesures pour créer des postes supplémentaires de professeurs assistants en pré titularisation conditionnelle (tenure track) dans les hautes écoles. Cela devrait améliorer la structure des carrières et faciliter le passage d'un postdoctorat à une chaire de professeur. La Confédération devra financer de manière subsidiaire ces nouveaux postes de professeurs assistants au travers d'un programme incitatif. Le postulat demande en outre l'examen de mesures supplémentaires pour la phase

postdoctorale. Le Conseil fédéral a approuvé l'intervention de la commission en novembre 2014. Il entend examiner les mesures avec les hautes écoles et le Fonds national suisse (FNS).


Procès-verbal du Conseil des Etats du 4 décembre 2014

Budget 2015 : les économies touchent aussi le domaine FRI

Les deux conseils ont débattu du budget de la Confédération pour 2015 (**14.041**) et l'ont adopté durant la session d'hiver 2014. Dans son projet de budget, le Conseil fédéral avait prévu des mesures d'économies à hauteur de 700 millions de francs environ. Il s'agit d'une part de coupes à hauteur de 1,1 % dans tous les départements et d'autre part d'économies que le gouvernement avait proposées dans le cadre du programme de consolidation et de réexamen des tâches 2014. Ces dernières toucheront aussi les universités (coupe de 7,7 millions de francs) et le Domaine des EPF (coupe de 24 millions de francs).

Par ailleurs, les deux chambres ont autorisé un crédit supplémentaire de 94 millions de francs pour l'exercice en cours (**14.042**). Ces ressources seront attribuées au Fonds national suisse (FNS) pour financer les mesures transitoires qu'il avait élaborées après l'exclusion de la Suisse du programme de recherche européen Horizon 2020. Le FNS a conçu au printemps 2014 une solution de remplacement pour les mises au concours manquées du Conseil européen de la recherche (ERC). Le financement des mesures transitoires est maintenant sous toit avec l'acceptation claire du Conseil national (180 voix contre 6) et du Conseil des Etats (à l'unanimité).

Les parlementaires ont en outre...

 ... éliminé les dernières divergences au Conseil national concernant la révision de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (13.051). A l'avenir, douze embryons au maximum pourront être développés in vitro. En outre, le dépistage chromosomique et l'utilisation des spermatozoïdes d'un donneur après sa mort

seront autorisés. Dans l'ensemble, les Chambres fédérales ont élargi le projet de loi du Conseil fédéral sur plusieurs points. Le peuple suisse aura le dernier mot sur la modification de la constitution autorisant le diagnostic préimplantatoire.

➤ ... rejeté au Conseil des Etats par 32 voix contre 5 et 8 abstentions une motion (12.3511) du conseiller national Matthias Aebischer proposant de revaloriser la formation professionnelle supérieure en introduisant les titres de «professional bachelor» et de «professional master». En contrepartie, les représentants des cantons ont adopté un postulat (14.4000) de leur Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-E), qui demande au Conseil fédéral d'évaluer la situation en matière d'équivalence des titres de la formation professionnelle supérieure.

➤ ... refusé tacitement au Conseil des Etats la motion «Garantie de la relève médicale par la Confédération» (12.4028). L'intervention du conseiller national Jacques Neiryck demandait une adaptation du numerus clausus ainsi que d'autres mesures de la Confédération pour encourager la relève en médecine humaine. La Chambre basse avait accepté cette motion en septembre 2014; l'intervention est maintenant liquidée.

➤ ... approuvé au Conseil des Etats par 37 voix et 1 abstention la participation financière de la Suisse à l'infrastructure de recherche internationale Source européenne de spallation (ESS) (14.068). Jusqu'en 2026, la Suisse contribuera, à hauteur de 98 millions de francs, à la construction et à l'exploitation de la source de neutrons la plus puissante du monde à des fins scientifiques.

➤ ... approuvé tacitement au Conseil des Etats une motion (14.3795) de la conseillère aux Etats Brigitte Häberli-Koller demandant au Conseil fédéral de prendre des mesures pour réduire la dépendance de la Suisse à la main-d'œuvre étrangère. Le gouvernement doit entre autres adapter la politique de formation de manière à assurer un manque de main-d'œuvre aussi faible que possible. L'intervention a été transmise au Conseil national.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU

Euratom-Horizon 2020. Ces accords sont-ils réellement indissociables?

- Interpellation (14.3679) du conseiller national Peter Keller (UDC). Déposée le 8 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 5 novembre 2014.
-

Euratom-Horizon 2020, est-ce vraiment deux accords indissociables?

- Interpellation (14.3684) de la conseillère nationale Isabelle Chevalley (PVL). Déposée le 8 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 5 novembre 2014.
-

Ne pas infléchir les conditions d'accès aux hautes écoles spécialisées

- Interpellation (14.3736) de la conseillère nationale Martina Munz (PS). Déposée le 17 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 5 novembre 2014.
-

Parc national d'innovation: deux pôles, deux mesures?

- Interpellation (14.3749) du conseiller national Fathi Derder (PLR). Déposée le 18 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 29 octobre 2014.
-

Améliorer la perméabilité professionnelle dans le métier d'enseignant

- Postulat (14.3751) du groupe PLR. Déposé le 18 septembre 2014. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 12 novembre 2014.
-

Remédier à la pénurie de personnel qualifié avec la formation des adultes

- Interpellation (14.3773) de la conseillère nationale Martina Munz (PS). Déposée le 24 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 5 novembre 2014.
-

Médecine personnalisée. Protection de la personnalité et non-discrimination s'agissant des biomarqueurs non génétiques

- Interpellation (14.3774) de la conseillère nationale Bea Heim (PS). Déposée le 24 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 28 novembre 2014.
-

Modifications légales pour l'encouragement de la main-d'œuvre indigène

- Motion (14.3795) de la conseillère aux Etats Brigitte Häberli-Koller (PDC).
Déposée le 24 septembre 2014. Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 5 décembre 2014.
-

Questions critiques sur le Centre suisse de compétence pour les droits humains

- Interpellation (14.3819) du conseiller national Maximilian Reimann (UDC).
Déposée le 25 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 19 novembre 2014.
-

Modifications légales pour l'encouragement de la main-d'œuvre indigène

- Motion (14.3835) du groupe PDC. Déposée le 25 septembre 2014. Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 5 décembre 2014.
-

Utilisation mixte de l'aérodrome de Dübendorf. Conséquences pour les projets

- Interpellation (14.3845) de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD).
Déposée le 25 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 12 novembre 2014.
-

Conditions salariales et sociales des travailleurs précaires au CERN

- Postulat (14.3855) du conseiller national Manuel Tornare (PS). Déposé le 25 septembre 2014. Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 12 novembre 2014.
-

Analyse et appréciation globale et indépendante des risques sécuritaires sur une base scientifique

- Motion (14.3860) du conseiller national Roland Fischer (PVL). Déposée le 25 septembre 2014. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 12 novembre 2014.
-

Adaptation du financement de la formation continue en médecine et dans les métiers universitaires de la santé

- Postulat (14.3928) du conseiller national Lorenz Hess (PBD). Déposé le 26 septembre 2014. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 5 décembre 2014.
-

Reprise et renforcement du dialogue entre les acteurs de la santé publique et la plateforme «Avenir de la formation médicale»

- Interpellation (14.3940) du conseiller national Lorenz Hess (PBD). Déposée le 26 septembre 2014. Le Conseil fédéral a répondu le 5 décembre 2014.
-

Organe de coordination en matière de pénurie de main-d'œuvre et actions immédiates

- Motion (14.3944) du groupe PBD. Déposée le 26 septembre 2014. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 novembre 2014.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS

Renforcer le système dual de formation en améliorant l'indemnisation des experts aux examens

- Interpellation (14.4063) du conseiller national Daniel Stolz (PLR). Déposée le 4 décembre 2014.
-

Ne pas réduire à néant les fruits de la formation musicale et permettre aux personnes formées en Suisse de rester dans notre pays

- Interpellation (14.4064) du conseiller national Daniel Stolz (PLR). Déposée le 4 décembre 2014.
-

Essais de cultures en plein champ avec des pommes de terre cisgéniques

- Interpellation (14.4074) de la conseillère nationale Martina Munz (PS). Déposée le 4 décembre 2014.
-

Le chemin pour sortir de l'impasse passe par la Croatie

- Motion (14.4078) du conseiller national Balthasar Glättli (Les Verts). Déposée le 8 décembre 2014.
-

Évaluation des accords bilatéraux conclus avec l'UE

- Postulat (14.4080) du conseiller national Louis Schelbert (Les Verts). Déposé le 8 décembre 2014.
-

Mise en oeuvre de la réforme de Bologne dans les études de médecine. Améliorer la coordination entre les facultés et la reconnaissance des crédits ECTS

- Postulat (14.4089) de la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC). Déposé le 8 décembre 2014.
-

Renouvellement de la Commission pour la technologie et l'innovation

- Interpellation (14.4116) du conseiller national Matthias Aebischer (PS). Déposée le 10 décembre 2014.
-

Conditions-cadres pour les innovations digitales dans le domaine de la finance

- Interpellation (14.4119) de la conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter (PDC). Déposée le 10 décembre 2014.
-

Du progrès au lieu de la bureaucratie pour les allocations de formation

- Motion (14.4134) du conseiller national Bruno Pezzatti (PLR). Déposée le 10 décembre 2014.
-

Vente de biens immobiliers par l'ETH

- Question (14.1102) de la conseillère nationale Jacqueline Badran (PS). Déposée le 10 décembre 2014.
-

Pénurie de personnel qualifié dans la santé. Mythe ou réalité?

- Interpellation (14.4185) du conseiller national Ignazio Cassis (PLR). Déposée le 11 décembre 2014.
-

Autorisations de travail dans les hautes écoles privées pour les étudiants étrangers

- Interpellation (14.4188) du conseiller national Gerhard Pfister (PDC). Déposée le 11 décembre 2014.
-

Croissance du personnel qualifié dans le domaine de la formation et du social

- Interpellation (14.4198) du conseiller national Albert Vitali (PLR). Déposée le 11 décembre 2014.
-

Directions des EPF et mandats accessoires

- Question (14.1110) du conseiller national Mathias Reynard (PS). Déposée le 11 décembre 2014.
-

L'EMPA a accordé des notes misérables aux études sur la nanotoxicologie. Le Conseil fédéral va-t-il agir?

- Interpellation (14.4225) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts). Déposée le 12 décembre 2014.
-

Plus de concurrence dans l'attribution de mandats dans le domaine de la recherche agronomique, de la vulgarisation et de la formation

- Interpellation (14.4226) du conseiller national Roland Fischer (PVL). Déposée le 12 décembre 2014.
-

Traiter au plus vite l'accord avec la Croatie. Préserver l'intégration internationale de la place scientifique

- Motion (14.4235) de la conseillère nationale Jacqueline Fehr (PS). Déposée le 12 décembre 2014.

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

CONTACT

Réseau FUTURE

Münstergasse 64/66, 3011 Bern

Tel. 031 351 88 46, Fax 031 351 88 47

info@netzwerk-future.ch

www.netzwerk-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

17 décembre 2014
